

Service Domaine Public

Tél. : 04.90.71.96.49. / Fax : 04.90.71.99.70.

Courriel : domainepublic@ville-cavaillon.fr

ARRETE N° 2022/895 AT
Portant restriction temporaire de la circulation
96 rue Chabran – rue Gustave Flaubert – rue Bel Air
A l'occasion de travaux le 09 novembre 2022

Le Maire de Cavaillon,

Vu le Code général des collectivités territoriales, articles L.2211 à L.2213-6,

Vu le Code de la route, et notamment les articles R.325-14, R 411.3 à R 411.8, R 417.10 ET R 412.28,

Vu l'instruction interministérielle relative à la signalisation routière,

Vu les arrêtés municipaux portant sur la réglementation générale des conditions de circulation et de stationnement sur le territoire de la commune de Cavaillon,

Vu l'arrêté n° 2020/94 du 06 juillet 2020 portant délégation de signature,

Vu l'avis du service infrastructures et équipements,

Considérant la demande formulée par l'entreprise ERT TECHNOLOGIE, 69134 Dardilly cedex, agissant pour le compte de SFR, en vue d'effectuer des travaux de raccordement de la fibre optique en aérien,

Considérant que pour permettre le bon déroulement du chantier, il y a lieu de réglementer la circulation sis 96 rue Chabran, rue Gustave Flaubert, rue Bel Air,

Sur proposition de Monsieur le Directeur général des services :

ARRETE

Article 1 : En raison des travaux effectués par l'entreprise ERT TECHNOLOGIE, le 09 novembre 2022 inclus, de 08h00 à 17h00, la circulation des véhicules sera interdite au droit des travaux dans sa partie rue Chabran via le cours Gambetta. Une nacelle y sera installée.

Les déviations se feront comme suit :

- Les véhicules venant de la rue Jean Jacques Rousseau et de la place Castil Blaze seront déviés rue Gustave Flaubert via la rue Bel Air. Le panneau « sens interdit sauf service » sera masqué.

- Le sens de circulation rue Bel Air sera modifié pour les véhicules venant du cours Gambetta. Un panneau « sens interdit » rue Bel Air au niveau du cours Gambetta sera mis en place par le demandeur.

La circulation des piétons sera déviée et sécurisée en aval et en amont du chantier.

A l'issue des travaux, le domaine public devra être rendu en parfait état de propreté.

Article 2 : L'entreprise informera la Police Municipale au 04 90 78 21 38 du démarrage des travaux, des jours d'interventions de l'entreprise et des interruptions de chantiers en laissant les coordonnées du responsable du chantier.

Article 3 : L'entreprise est responsable tant vis-à-vis de la collectivité représentée par le signataire que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de la réalisation de ces travaux.

La commune pourra à tout moment imposer une modification du régime de circulation ou suspendre le chantier si son déroulement crée une perturbation. Le domaine public devra alors être remis dans son état initial.

Article 4 : La signalisation matérialisant la réglementation susvisée, et selon le manuel du chef de chantier, sera mise en place et entretenue par l'entreprise réalisant le chantier et jusqu'à achèvement de celui-ci.

Article 5 : Les droits des tiers sont, et demeurent, expressément réservés.

Article 6 : Le présent arrêté sera affiché aux extrémités du chantier.

Article 7 : Les membres du corps médical qui justifieront d'obligations professionnelles impérieuses ne seront pas soumis aux interdictions prévues par le présent arrêté, ainsi que les véhicules de Police, Gendarmerie et des Sapeurs-Pompiers, les véhicules militaires ou des services civils de l'Etat ou de la Commune, dont les conducteurs seront munis d'un ordre de mission, ou justifiant d'obligations professionnelles impérieuses, les véhicules E.D.F - G.D.F en service.

Article dernier : Monsieur le Directeur général des services, Monsieur le Commandant de Police, Madame la Responsable de la Police municipale et tous les agents placés sous leur autorité, l'entreprise ERT TECHNOLOGIE, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié/affiché/notifié conformément à la réglementation en vigueur.

17 OCT. 2022

Cavaillon, le
Pour Le Maire et par délégation,
Le Directeur général des services,



Frédéric MAUREL

Conformément aux dispositions du Code de la Justice Administrative, le présent acte peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Nîmes, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou publication et/ou de son affichage.

Notifié, affiché ou publié le :

Signature si notification

17 OCT. 2022